



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 359

5 juillet 2012



Les nouvelles courent

Chèques d'aide sociale Postes Canada met fin à son entente

Une entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et Postes Canada prendra fin le 1er août prochain. Et pas la moindre. Il s'agit de l'entente par laquelle le service postal canadien est tenu de livrer le chèque des personnes assistées sociales le premier jour du mois, ou le jour ouvrable qui le précède si ce premier jour est férié ou tombe la fin de semaine.

En mettant fin à cette entente, le gouvernement fédéral crée une nouvelle source d'angoisse et d'inquiétude pour les personnes assistées sociales. Ayant déjà à lutter pour survivre avec un revenu qui ne suffit pas pour couvrir leurs besoins de base, elles devront maintenant composer avec les aléas d'une livraison de chèque à date variable. Elles qui connaissaient déjà des fins de mois difficiles connaîtront aussi, désormais, des débuts de mois difficiles.

Et que fait la ministre responsable de la lutte à la pauvreté au Québec, Julie Boulet, pour contrecarrer cette décision aussi inquiétante qu'inacceptable? Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec a publié un communiqué sur ce sujet. Vous le trouverez sur leur site, au www.fcpasq.qc.ca.

De mouvement de grève étudiant à mouvement de contestation sociale

Ce qui au départ était un mouvement de grève étudiant est devenu, en l'espace de quelques semaines, un puissant mouvement de contestation sociale. Que s'est-il passé? L'instauration d'une loi spéciale qui restreint les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique des QuébécoisEs n'est certainement pas étrangère à cet élargissement du conflit étudiant. Mais la Loi 78, aussi abusive soit-elle, n'explique pas tout – l'indignation d'une grande partie de la population couvait en silence.



Une critique du modèle néolibéral

Depuis une trentaine d'années – et à plus forte raison depuis le milieu des années 1990 –, on assiste au Québec à une transformation majeure de nos institutions publiques. Détournées de façon à favoriser l'accumulation privée de la richesse, elles servent de moins en moins le bien commun. Au nom du « déficit zéro », de la « réingénierie de l'État » ou de la « révolution culturelle », la population se voit imposer des politiques appauvrissantes (comme la taxe santé) et des coupures dans les services publics. Plus rien ne semble être à l'abri de la « logique » néolibérale, de son état de crise permanente et de son principe de l'utilisateur-payeur.

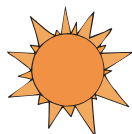
En inscrivant leur contestation de la hausse des droits de scolarité dans un ensemble d'enjeux beaucoup plus grand, que ce soit la mobilité sociale, l'endettement, la redistribution de la richesse ou encore la privatisation et la marchandisation des services publics, les étudiantEs ont mis en

évidence les conséquences néfastes du modèle néolibéral sur une multitude d'aspects de la vie collective. Leur critique du dégel des droits de scolarité a agi comme un révélateur des fondements mêmes de ce modèle. Dans la circonstance, leur contestation a trouvé écho non seulement chez les personnes en situation de pauvreté et de la classe moyenne, lesquelles se sont appauvries avec la vague de politiques néolibérales des dernières années, mais aussi chez les personnes qui, tout en faisant partie des classes nanties de la société, considèrent les inégalités socioéconomiques comme un grave problème auquel il faut s'attaquer.

De puissants symboles

À cela il faut néanmoins ajouter une autre dimension pour expliquer l'extension de la colère des étudiantEs au reste de la population, soit la créativité dont ils et elles font preuve. Manifestations thématiques, pancartes

(suite en page 2...)



Vacances estivales

Prenez note que les bureaux du Collectif seront fermés du **9 juillet au 6 août**. En espérant que vous pourrez, vous aussi, prendre du repos et profiter du soleil, l'équipe de travail vous souhaite un bel été et vous dit : à bientôt!

(...suite de la page 1)

humoristiques, slogans imagés et scandés dans un français très québécois, mises en scène insolites... ont en effet attiré l'attention de façon positive sur leur lutte. Sans oublier bien sûr le désormais célèbre carré rouge, symbole de la solidarité avec les étudiantEs, qui s'est répandu notamment jusqu'à Ottawa, New York, Paris, Bruxelles et Rio!

Par ailleurs, à la suite de l'adoption de la loi spéciale, une idée lancée comme ça par un individu – redémarrer un mouvement de casseroles à l'instar de ce qui s'était fait au Chili et en Argentine – a connu ici un destin surprenant, confirmant le succès des étudiantEs à rejoindre la population. Rapidement, le tintamarre s'est multiplié, à Montréal, Québec, Sherbrooke, Alma, Rimouski... Des milliers de personnes se sont mis à battre de la cuillère et envahir les rues. S'il fallait une preuve aux plus sceptiques que la

lutte étudiante s'est généralisée, les casseroles l'ont apportée.

Un nouveau pacte social et fiscal

La force sous-jacente au mouvement *Occupy* s'est donc de nouveau manifestée au Québec par ce ralliement à la cause étudiante. Au-delà des frais de scolarité, il faut trouver des solutions qui répondent aux insatisfactions de la population, beaucoup plus consciente des détournements du bien commun par l'élite économique et des impasses de l'ordre néolibéral depuis la crise de 2008. Un exemple illustrant bien le caractère inéquitable et indécent du néolibéralisme ambiant : pendant que 750 000 personnes au Québec n'ont pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base, le gouvernement s'apprête à subventionner à coup de centaines de millions de dollars des routes dans le Nord afin que les

multinationales de l'industrie minière puissent s'y enrichir davantage.

Ce que la présente crise sociale montre, c'est qu'une fraction importante de la population souhaite vivre dans une société qui tend vers l'égalité. Améliorer le revenu des personnes en situation de pauvreté, garantir l'accès à des services publics universels de qualité (y compris les études supérieures) et réduire les écarts de richesse constituent les meilleurs moyens pour y parvenir. C'est pourquoi il faudra bien, tôt ou tard, repenser le pacte social et fiscal qui définit la relation des citoyenNEs entre eux et avec l'État.

Le gouvernement voudra-t-il s'engager de plein gré sur cette voie? Un doute subsiste. Mais c'est à nous, travailleurEs et personnes sans emploi, étudiantEs et retraitéEs, habitantEs des régions et des grandes villes, hommes et femmes – c'est à nous de le contraindre à s'y engager. Certes, il s'agit là d'une lutte de longue haleine. Mais nous la gagnerons. Ensemble. 🌱



Photo : André Query

La publication de *La Soupe au caillou* est rendue possible grâce à la contribution financière du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca